

Accusons le capitalisme

Vaste restructuration en préparation chez Veolia

Le contexte national et international

Dans tous les pays, depuis la crise financière de 2008, tous les voyants sont mis au rouge : la production industrielle accuse le coup, le chômage est en hausse, la consommation recule, la croissance est quasiment négative, les populations, dont les classes moyennes, s'appauvrissent année après année. Les bourses dévissent...

Cet épisode de la crise du système capitaliste n'a rien de surprenant. Depuis fort longtemps nous n'avons cessé de mettre en évidence l'obsolescence de ce système qui ne répond plus aux besoins des habitants de la planète mais qui continue de fonctionner, y compris par la guerre, pour l'enrichissement effarant d'une minorité d'individus.

Comme précisé dans les deux derniers numéros d'Ensemble-Infos des mois de juillet et août, le secteur financier s'est inféodé les États pour endetter les pays et piller les deniers publics

En effet, prétextant l'urgente nécessité de résoudre la crise de l'endettement public, les flibustiers de la finance et la BCE (Banque centrale européenne) font injonction aux Etats de l'UE de mettre en place des plans d'austérité et de rigueur sans précédents : déréglementation totale, privatisations de tous les secteurs, destruction des conquêtes et aides sociales, réforme du marché du travail. De plus, les agences de notation appellent à la généralisation de la retraite à 70 ans, au gel des salaires de 5 ans dans la fonction publique, à des cotisations accrues des pensionnés, à la précarité comme norme, sans se soucier des limites objectives de la surexploitation des salariés.

Le bal des faux-culs de riches

Ainsi, pour pérenniser l'emprise du secteur financier sur l'activité réelle, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel veulent imposer aux États la « Règle d'or » (limiter le déficit public par l'austérité). En voulant inscrire cette règle dans les Constitutions

nationales, les 2 dirigeants européens veulent soumettre l'ensemble de la dette européenne aux calculs des marchés financiers, même si la dirigeante allemande hésite à financer les **Pigs**, ces pays de l'Union européenne (UE), plus pauvres et moins solidement installés sur un socle industriel (Grèce, Espagne, Portugal, Chypre ; Irlande...).

Dans cette perspective, les démagogues riches appellent à la taxation (mesurée) de leurs revenus. De son côté, le 1^{er} Ministre, M. Fillon, a pris contact avec les syndicats pour les informer du plan d'austérité qu'il compte imposer aux travailleurs et aux familles, et les convaincre d'accompagner sa mise en œuvre. Inquiétantes perspectives !

Quoi qu'il en soit, la seule règle d'or qui s'impose désormais aux travailleurs est celle de la mobilisation. A suivre.

La grande lessive de Veolia

Le cannibalisme économique est une caractéristique du système capitaliste en crise. Les spéculateurs lorgnent sur les profits qu'ils tireront du traitement de la dette publique. Leur boulimie les pousse à infliger aussi de sérieuses sanctions aux entreprises du CAC 40.

Ainsi, le groupe Veolia est très chahuté en bourse. Le titre a chuté de plus de 50% en quelques semaines seulement. Le syndrome Vivendi inquiète ses dirigeants qui ont décidé de prendre les devants pour « *améliorer la rentabilité et rassurer les gros actionnaires* » d'autant que les résultats du 1^{er} semestre 2011 ne sont pas bons.

Le 4 août 2011, en pleines vacances estivales, M. Antoine Frerot, PDG de Veolia, adresse aux salariés une lettre concise dans laquelle il les informe que « la croissance économique reste encore faible et incertaine (...) La Crise financière qui touche les banques, les États et les Collectivités locales, soumet certains clients publics à une très forte

contrainte. La tension sur le pouvoir d'achat des populations pèse significativement sur le prix de nos prestations. Dans plusieurs zones du monde, les incertitudes mettent à mal la viabilité de certaines de nos opérations. »

Mise en œuvre d'un plan de convergence

Selon M. Frerot, pour faire face à la crise, il faut accélérer la transformation du groupe. Il décide de :

- ✓ Procéder aux restructurations des activités en difficulté. Le cas échéant les arrêter ou les céder à des opérateurs mieux placés
- ✓ Accélérer le programme de cession d'actifs (vente de filiales) afin qu'il soit finalisé dès 2012
- Mettre en œuvre un **Plan de Convergence**. Cette mission est confiée à l'ancien PDG de Veolia Propreté, M. Denis Gasquet.

Selon M. Frerot, ce plan « *va modifier non seulement nos organisations mais surtout notre manière de travailler ensemble, alignés sur les mêmes objectifs.* ». M. Frerot attend de ce plan « **de substantielles réductions de coûts, d'au moins 150 M€ dès 2013** », non sans préciser à quel point « *il mesure la difficulté et le caractère parfois douloureux de ces décisions qui sont nécessaires* ».

Le ton est donné. La grande lessive est lancée.

Notons enfin la désignation de **M. Franck LACROIX** comme nouveau PDG du groupe Dalkia en remplacement de M. Barbaroux. L'ancien DG de Dalkia France doit remettre à la fin du mois de septembre l'organisation sur laquelle il compte s'appuyer pour mettre en œuvre les directives de M. Frerot. A suivre.

Les conséquences attendues

➤ Au plan international, Le PDG du groupe veut anticiper les effets de la dette publique de plusieurs pays. Ainsi, la présence de Veolia ne sera effective que dans 40 pays au lieu de 72 actuellement.

Toutes les divisions (Transport, Énergie/Dalkia, Eau, Propreté) sont concernées par ce redéploiement. Plusieurs entreprises seront cédées ou fermées.

La cession d'actifs concerne également les activités du groupe dans l'hexagone. Le recentrage sur les seuls métiers de base s'accompagnera de l'externalisation des activités «secondaires» comme

le multiservices et le FM pur (Dalkia France))

Vers une nouvelle carte sociale ?

Par ailleurs, le **Plan de Convergence** vise l'accélération de la mutualisation des activités support des 4 divisions (regroupement des services sous un même toit). Des économies substantielles sont ainsi attendues par la réduction des coûts de structures, des frais généraux et de la masse salariale (réduction des effectifs).

Peut-être faut-il s'interroger aussi sur le devenir des organigrammes structurels actuels des établissements régionaux et sur une très probable mutualisation des activités administratives de leurs agences et Marchés. De fait, les compétences territoriales des Institutions représentatives du personnel (CE, DP, CHSCT) seraient impactées.

La restructuration du groupe s'appuiera également sur les mesures d'austérité du gouvernement. En attendant la mise œuvre des directives de la BCE et du FMI : privatisation des entreprises publiques, réduction des prestations sociales (allocations, soins...), hausse des impôts et taxes diverses... Des mesures visant à la libéralisation du marché du travail seront sans doute prises après les élections présidentielle et législatives de 2012, à savoir : suppression des 35 heures, nouveau recul de l'âge de départ à la retraite, allègement des mesures de licenciement, suppression du CDI et mise en place d'un nouveau contrat de travail (dit contrat de mission). De plus une nouvelle réforme des retraites serait envisagée... ainsi que la promulgation de nouvelles lois limitant les libertés individuelles et syndicales.

Un monde ancien est en train de mourir mais à l'échelle de l'histoire, l'agonie peut être longue encore. Le capitalisme (comme le féodalisme) ne tombera pas de lui-même. Il pourra sur pied. Il faut se préparer à vivre une période difficile où il faut se battre... ou « périr » !

Rentrée scolaire encore plus chère

Une inflation record des produits. La hausse du coût de la rentrée scolaire s'inscrit dans une logique d'inflation généralisée et d'augmentation des prix des matières premières (acier, plastique, pâte à papier...). Dans son communiqué, l'association Famille de France évoque une hausse du coût des fournitures scolaires de plus de 7%. A cela il faut rajouter les autres équipements, comme les vêtements de rentrée et d'hiver... et + 4,5% pour les étudiants.